

Chambre des Représentants.

SEANCE DU 20 SEPTEMBRE 1928.

Proposition de loi tendant à réglementer l'attribution d'indemnités pour cause de maladie, d'accident, d'invalidité ou de vieillesse, ainsi que les services médico-pharmaceutiques dans les entreprises industrielles et commerciales.

DÉVELOPPEMENTS.

MESSIEURS,

Le législateur révolutionnaire ou napoléonien s'était borné à proclamer l'égalité des individus.

« On s'aperçut bientôt, écrit M. Georges Scelle, professeur à la Faculté de Droit de l'Université de Dijon, que, dans les faits, l'égalité juridiquement proclamée n'existait pas et la liberté encore moins; que l'inégalité de puissance économique engendrait une inégalité dans l'exercice de la puissance juridique, parce qu'elle permettait aux uns d'abuser et empêchait les autres d'user des armes légales que le code laissait à leur disposition. On vit que l'ouvrier isolé en face du patron restait chétif, hors d'état de discuter et de faire accepter ses prétentions parce qu'il était « salarié » c'est-à-dire entravé par la faim journalière. On s'aperçut que le patron pouvait, en fait, se coaliser et s'associer sans bruit, convenir d'une politique commune; que, même isolé, il était à lui seul une coalition. On comprit, en un mot, que le régime du contrat ne fonctionne qu'entre égaux et devient, dans l'inégalité, la loi du plus fort.

« Le législateur moderne, prenant alors le contrepied de ce qu'avait fait le législateur révolutionnaire, substitua à l'intervention prohibitive et négative, l'intervention active. Il prit toute une série de mesures tendant à établir un équilibre stable dans les rapports du capital et du travail, à protéger le salarié contre l'employeur, contre les tiers, contre lui-même. »

Les échos des débats qui eurent lieu au Parlement belge sur les abus des économats patronaux, sur la réglementation du travail des femmes et des enfants, sur la réparation des dommages résultant des accidents de travail, sur la pension de vieillesse, sur la réglementation du travail des adultes, sur la liberté d'association et sur les assurances sociales retentissent encore dans tous les esprits.

La voix des évêques vint appuyer, en y ajoutant tantôt un accent de pitié, tantôt un accent d'indignation, la revendication impérieuse de justice et de liberté des travailleurs.

Il y fut fait droit partiellement. Pas assez toutefois pour corriger l'effet des

inégalités sociales et faire vivre, pour les plus faibles et les plus malheureux, les dispositions essentielles de notre Charte constitutionnelle.

Par l'association, les travailleurs tentèrent bien d'équilibrer la puissance des employeurs. Mais, presque toujours, ceux-ci, par des moyens obliques, réussirent à rendre illusoires, pour les ouvriers, les vertus de l'association et à transformer celle-ci, d'institution génératrice de liberté en instrument d'esclavage.

C'est le dessein à peine dissimulé que les patrons continuent à poursuivre en créant des mutualités d'usine. Ils cherchent à dépouiller les travailleurs de toutes garanties en substituant à un droit organique, une faveur bénévole et à les enchaîner par elle.

Il y a, là, un abus d'autant plus intolérable qu'il s'applique à des personnes dont on n'ignore pas l'infériorité économique et qu'il s'agit de leur liberté de conscience.

Chaque fois qu'une violence est faite à la conscience d'un individu, quel qu'il soit, la dignité humaine s'en ressent et la morale est outragée.

Mais cette violence n'est pas toujours brutale. Elle peut être corruptrice et revêtir les apparences du prosélytisme ou même de la charité. Qui plus est, on peut la confondre, lorsque ses effets sont différés, avec une libéralité apparente. Une libéralité peut paraître, en effet, ne pas atteindre, dans sa liberté, celui qui en bénéficie quand la conjoncture économique est favorable, et le placer, par contre, pieds et poings liés, sous la coupe de son prétendu bienfaiteur quand la conjoncture vient à se modifier.

Au surplus, une libéralité n'est jamais l'équivalent d'un droit. A tous égards, par esprit de justice et par souci de moralité, mieux vaut habituer les individus à exercer leurs droits et à pratiquer sainement la prévoyance que de les laisser se corrompre à vivre de subventions faussement philanthropiques dont la durée n'est garantie que dans la mesure où persiste la servilité des bénéficiaires.

On ne peut donc songer à remplacer la solidarité autonome qui libère, par la charité qui tisse la dépendance, sans refouler du même coup les salariés dans la plus lamentable des déchéances.

On invoquera — on l'a déjà fait — la liberté des patrons d'user de leurs libéralités comme ils l'entendent.

Cette liberté n'est pas absolue. Il est des cas où elle est limitée et où certaines clauses visant l'attribution de libéralités sont réputées non écrites. (*Voir art. 900 du Code civil.*)

C'est le cas notamment pour les distributions de vêtements et d'aliments subordonnées par les auteurs de libéralités à des conditions que l'autorité juge immorales. (*Arrêtés royaux du 23 février 1890, du 1^{er} décembre 1908, du 19 juillet 1910 interprétant la loi du 7 mai 1888 relative aux bureaux de bienfaisance.*)

C'est aussi le cas pour ce qui concerne les œuvres scolaires. L'article 46 de la loi organique de l'enseignement primaire stipule expressément que :

« Le Roi veille à ce qu'il ne soit fait, entre les enfants appelés à bénéficier de ces délibérations (celles des conseils provinciaux et communaux) aucune distinction suivant la catégorie d'écoles qu'ils fréquentent »

Toute libéralité allant à l'encontre de cette prescription est réputée non écrite. (*Voir réponse de M. le Ministre de la Justice à M. Masson, séance de la Chambre du 28 janvier 1914.*)

Notre proposition reprend simplement les dispositions de cet article en les appliquant aux mutualités.

Nous avons été enclins tout d'abord à recourir aux peines prévues par le Code pénal en matière de corruption. On sait que celui-ci punit très durement les crimes et délits qui portent atteinte aux droits garantis par la Constitution. La moindre tentative de corruption ayant trait à l'exercice des droits politiques notamment est réprimée sévèrement. Mais le Code n'envisage que les cas de corruption de mineurs, de fonctionnaires, juges, jurés et arbitres ainsi qu'en matière électorale. Il institue, d'autre part, une échelle de peines qui ne serait pas adéquate aux cas qui nous intéressent.

Cela étant, nous nous sommes rabattus sur les peines prévues contre ceux qui portent atteinte à la liberté d'association. Il semble qu'elles seront mieux proportionnées à la gravité des faits et l'assimilation nous paraît tout aussi logique.

Il s'agit ici, Messieurs, d'un domaine sacré entre tous, celui de la conscience, auquel touche la liberté d'association.

Sauvegarder celle-là en assurant le plein exercice de celle-ci, éviter que l'ombre d'une contrainte quelconque ne puisse ternir l'éclat d'une de nos plus grandes libertés modernes, tel est le but que nous nous proposons. Nous ne doutons pas que la Chambre, soucieuse de respecter l'œuvre législative du passé et de donner suite au programme annoncé par le Gouvernement actuel, dans sa déclaration solennelle, voudra, comme nous, assurer la pleine liberté des travailleurs.

Ce sera une heureuse et indispensable préface à l'œuvre tant attendue des Assurances sociales.

Est DELVIGNE.

(4)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 20 SEPTEMBER 1928.

Wetsvoorstel tot het regelen van de toekenning van vergoedingen wegens ziekte, ongeval, invaliditeit of ouderdom, alsmede van genees- en artseneijkundige diensten, in de nijverheids- en handelsondernemingen.

TOELICHTING

MIJNE HEEREN,

De revolutionnaire of Napoleontische wetgever had er zich toe beperkt de gelijkheid der enkelingen te verkondigen :

« Men bemerkte aldra, schrijft de heer Georges Scelle, professor aan de Rechtsfaculteit der Hoogeschool van Dijon, dat, in feite, de juridisch verkondigde gelijkheid niet bestond en de vrijheid nog minder; dat de ongelijkheid in het economisch vermogen, eene ongelijkheid deed ontstaan in de uitoefening van het juridisch vermogen, omdat zij toeliet aan de eenen misbruik te maken en de anderen verhinderde gebruik te maken van de wettelijke wapens, te hunner beschikking gesteld door het Wetboek. Men zag dat de werkman, die alleen en afgezonderd bleef tegenover den werkgever, zwak was, en niet in staat zijne eischen te verdedigen en te doen aannemen, omdat hij een « loon » ontving, d. i., omdat hij belemmerd was door den dagelijkschen honger. Men bemerkte dat de werkgever, in feite, zich met andere werkgevers kon vereenigen en verbinden, in stilte, overeenkomen, aangaande eene gemeenschappelijke politiek; dat, zelfs afgezonderd, de werkgever een verbond uitmaakte. Men begreep, in een woord, dat het regime van de werkovereenkomst niet kan werken dan tussehen gelijken, en, in de ongelijkheid, de wet van den sterkste wordt.

« De moderne wetgever doet het tegenovergestelde van hetgeen de revolutionnaire wetgever had gedaan, en stelde het actieve ingrijpen, in de plaats van het prohibatieve en negatieve ingrijpen. Hij nam eene heele reeks maatregelen die er naar streefden een vast evenwicht tot stand te brengen in de verhouding tussehen het kapitaal en den arbeid, alsmede den werknemer te beschutten tegen den werkgever, tegen derden, tegen hem zelf. »

De besprekingen die plaats grepen in het Belgisch Parlement betreffende de misbruiken in zake van werkgevers-winkels en spijslokalen, betreffende de regeling van den arbeid van vrouwen en kinderen, het herstel van de schade voortvloeiende uit arbeidsongevallen, het ouderdomspensioen, de regeling van den arbeid der volwassenen, de vrijheid van vereeniging en de sociale verzekeringen zijn nog in eenieders herinnering.

De bisschoppen verhieven hunne stem, soms met een toon van medelijden, soms met verontwaardiging, om de dringende rechts- en vrijheidseischen der arbeiders te steunen.

Men heeft aan dien eisch gedeeltelijk voldoening gegeven. Niet genoeg nochtans om de gevolgen te verzachten van de maatschappelijke ongelijkheid en, voor de zwaksten en ongelukkigsten, aan de voornaamste bepalingen van onze Grondwet kracht te verleenen.

De arbeiders trachtten weliswaar de macht der werkgevers in evenwicht te brengen. Doch, bijna altijd, gelukten de werkgevers er in, door onrechtstreeksche middelen, de mogelijkheden der vereeniging denkbeeldig te maken voor de werklieden en de vereeniging, die de vrijheid moest verzekeren, in een middel tot slavernij te veranderen.

Dit is het ternauwernood verholen doel dat de werkgevers nastreven door fabrieksmutualiteiten op te richten. Zij trachten de arbeiders alle waarborgen te ontnemen en een organiek recht te vervangen door eene goedwillige gunst, en hen aldus aan banden te leggen.

Dit klaarblijkelijk misbruik is des te meer ontduldbaar, daar het toegepast wordt op personen wier economische minderwaardigheid gekend is en daar het hunne gewetensvrijheid geldt.

Telkens als er dwang wordt uitgeoefend op iemands geweten, wie het ook weze, wordt de menschelijke waardigheid daardoor getroffen en wordt de zedelijkheid geschonden.

Deze dwang is echter niet altijd brutaal. Het kan corruptie zijn en den schijn dragen van proselytisme of zelfs van liefdadigheid. Wat meer is, wanneer men niet dadelijk de gevolgen van dien dwang ondervindt, kan men hem verwarren met oogenschijnlijke vrijgevigheid. Eene vrijgevigheid kan inderdaad den schijn hebben dengene, die ze geniet, niet in zijn vrijheid te raken, wanneer de economische toestand gunstig is, en kan hem toch met handen en voeten gebonden leggen aan de willekeur van zijn zoogezegden weldoener, wanneer de toestand verandert.

Bovendien, is eene vrijgevigheid nooit het evenwaardige van een recht. Onder alle opzichten is het rechtvaardigheids- en zedelijkheidshalve beter de menschen er aan gewoon te maken hunne rechten uit te oefenen en een gezonden geest van voorzorg te ontwikkelen, dan te leven van zoo gezegden philanthropische tegenmoetkoningen, waarvan de duur slechts gewaarborgd is door den duur van de onderworpenheid der belanghebbenden.

Men kan er dus niet aan denken de zelfstandige solidariteit, die vrijmaakt, te vervangen door de liefdadigheid die de afhankelijkheid medebrengt, zonder terzelfdertijd de loontrekkenden tot de ellendigste ondergeschiktheid te doemen.

Men zal er tegen inbrengen, zooals men reeds deed, dat het aan de werkgevers vrijstaat van hunne vrijgevigheid gebruik te maken zoo als zij willen.

Deze vrijheid is niet absoluut. Er zijn gevallen waarbij zij beperkt is en waarbij sommige bepalingen, doelend op de toekenning van vrijgevigheden worden beschouwd als niet geschreven. (*Zie artikel 900 van het Burgerlijk Wetboek.*)

Dit is namelijk het geval voor de uitdeelingen van kleeding en van voedsel, door de begiftigers onderworpen aan voorwaarden die de overheid immoreel acht. (*Koninklijke besluiten van 23 Februari 1890, van 1 December 1908, van 19 Juli 1910, tot verklaring van de wet van 7 Mei 1888 betreffende de weldadigheidsbureelen.*)

Dat is ook het geval voor de schoolse werken. Artikel 46 der organieke wet op het lager onderwijs zegt nadrukkelijk : « De Koning zorgt er voor dat, tusschen de kinderen, die het voordeel dezer beraadslagingen moeten genieten, geen onderscheid gemaakt wordt volgens het soort school dat ze bezoeken ».

Elke vrijgevigheid, in strijd met deze bepaling, wordt als niet geschreven aangezien. (Zie antwoord van den Minister van Justitie aan den heer Masson, Kamerzitting van 28 Januari 1914.)

Ons voorstel neemt eenvoudig de bepalingen van dit artikel over om ze op de mutualiteiten toe te passen.

Wij meenden onzen toevlucht te nemen tot de straffen door het Strafwetboek voorzien in zake corruptie. Dit wetboek straft inderdaad met strenge straffen de misdaden en wanbedrijven die inbreuk maken op de rechten door de Grondwet gewaarborgd. De minste poging tot omkoopning b. v., bij de uitoefening van de politieke rechten, wordt zeer streng beteugeld. Het Wetboek spreekt echter slechts van de gevallen van corruptie van minderjarigen, ambtenaren, rechters, gezworenen en scheidsrechters, alsmede van de corruptie in kieszaken. Anderzijds, voorziet het Wetboek een opklimmende reeks van straffen welke niet aan te passen zijn op de bedoelde gevallen.

In die omstandigheden, hebben wij onzen toevlucht genomen tot de straffen toepasselijk op diegenen welke inbreuk maken op de vrijheid van vereeniging. Zij schijnen beter te passen bij de gewichtigheid der gepleegde feiten en de gelijkstelling schijnt ons eveneens geheel logisch.

Het geldt hier, Mijne Heeren, een gebied dat boven alle heilig is : het geweten, waarmede de vrijheid van vereeniging in verband staat.

Het doel dat wij nastreven is het geweten vrijwaren en tevens de vrije uitoefening van het vereenigingsrecht te waarborgen; wij willen vermijden dat een dwang, van om 't even welken aard, den glans kome verminderen van een onzer grootste moderne vrijheden. Wij twijfelen er niet aan, dat de Kamer het werk van de vroegere wetgeving zal willen eerbiedigen en gevolg zal geven aan het programma aangekondigd door de huidige Regeering in hare plechtige verklaring : wij hopen dat zij, zooals wij, de volle vrijheid der arbeiders zal willen verzekeren.

Dit zal een gelukkig en onmisbaar begin zijn op den weg van de zoolang verwachte Maatschappelijke Verzekeringen.

Ist DELVIGNE.

(4)

CHAMBRE
des Représentants.

KAMER
der Volksvertegenwoordigers

Proposition de loi tendant à régler l'attribution d'indemnités pour cause de maladie, d'accident, d'invalidité ou de vieillesse ainsi que les services médico-pharmaceutiques dans les entreprises industrielles et commerciales.

Wetsvoorstel tot het regelen van de toekenning van vergoedingen wegens ziekte, ongeval, invaliditeit of ouderdom, alsmede van de genees- en artsenijkundige diensten, in de nijverheids- en handelsondernemingen.

ARTICLE PREMIER.

Toutes les dispositions des chefs d'entreprises industrielles ou commerciales, des sociétés ou d'autres institutions ayant trait à l'attribution d'indemnités pour cause de maladie, d'accident, d'invalidité ou de vieillesse ainsi qu'aux services médical, chirurgical, pharmaceutique et tout ce qui s'y rattache, sont soumises à l'approbation du Roi.

Le Roi veille à ce qu'il ne soit fait entre les ouvriers et employés d'une même entreprise, quant à l'application de ces dispositions, aucune distinction suivant les mutualités ou les associations quelconques auxquelles ils sont ou ne sont pas affiliés.

Les dispositions déjà prises relativement aux objets qui précèdent seront soumises à révision dans le délai d'un mois à partir de la promulgation de la présente loi.

ART. 2.

Seront punis d'un emprisonnement de huit jours à un mois et d'une amende de 50 à 500 francs ou d'une de ces peines seulement, les chefs d'entreprises industrielles ou commerciales, patrons, directeurs, gérants ou préposés de

EERSTE ARTIKEL.

Al de beschikkingen van de hoofden van nijverheids- of handelsondernemingen, van vennootschappen of andere instellingen die betrekking hebben op het uitkeeren van vergoedingen wegens ziekte, ongevallen, invaliditeit of ouderdom, alsmede op de genees- heel- en artsenijkundige diensten en al wat daarmee in betrekking staat, worden aan 's Konings goedkeuring onderworpen.

De Koning zorgt er voor dat, wat de toepassing van deze bepalingen betreft, tussehen de werklieden en de bedienden van eene zelfde onderneming geen onderscheid wordt gemaakt naar gelang het soort mutualiteit of vereeniging waarbij zij al dan niet aangesloten zijn.

De reeds getroffen beschikkingen betreffende de hooger genoemde zaken, worden aan herziening onderworpen binnen den termijn van eene maand, te rekenen van de afkondiging van dezewet.

ART. 2.

Worden gestraft met eene gevangenisstraf van acht dagen tot één maand en met eene geldboete van 50 tot 500 frank of met eene van deze straffen, de hoofden van nijverheids- of handelsondernemingen, werkgevers, bestuurders, zaakvoer-

même que les administrateurs-délégués, directeurs, gérants ou préposés des sociétés ou d'autres institutions qui auront contrevenu aux prescriptions de l'article précédent.

L'amende sera applicable autant de fois qu'il y aura eu d'ouvriers ou d'employés ayant reçu des indemnités ou bénéficié d'avantages dont les autres ouvriers ou employés auraient été privés.

En cas de récidive dans l'année à partir de la condamnation antérieure, les peines seront doublées.

ART. 3.

Les chefs d'entreprise, les administrateurs-délégués des sociétés ou d'autres institutions sont civilement responsables du paiement des amendes prononcées à charge de leurs directeurs, gérants ou préposés à la surveillance ou à la direction.

ART. 4.

Par dérogation à l'article 100 du Code pénal, le chapitre VII et l'article 85 du livre I^{er} de ce Code seront applicables aux infractions prévues par la présente loi.

Toutefois, l'article 85 du Code ne sera pas appliqué en cas de récidive.

ART. 5.

L'action publique résultant d'une infraction aux dispositions de la présente loi sera prescrite après trois années révolues, à compter du jour où l'infraction a été commise.

ders of aangestelden, alsmede de afgevaardigden-beheerders, bestuurders, zaakvoerders of aangestelden van vennootschappen of andere instellingen die de bepalingen van voorgaand artikel hebben overtreden.

De geldboete wordt toegepast zooveel maal als er werklieden of bedienden zijn, die vergoedingen of voordeelen hebben gekregen, waarvan de overige werklieden of bedienden werden beroofd.

In geval van herhaling binnen het jaar, te rekenen van de voorgaande veroordeeling, worden de straffen verdubbeld.

ART. 3.

De hoofden van onderneming, de afgevaardigden-beheerders van vennootschappen of van andere instellingen zijn burgerlijk aansprakelijk voor de betaling der geldboeten uitgesproken ten laste van hunne bestuurders, zaakvoerders of aangestelden bij het toezicht of het bestuur.

ART. 4.

In afwijking van artikel 100 van het Wetboek van Strafrecht, zijn hoofdstuk VII en artikel 85 van Boek I van dit Wetboek van toepassing op de bij deze wet voorziene overtredingen.

Artikel 85 van het Wetboek zal echter niet van toepassing zijn in geval van herhaling.

ART. 5.

De openbare rechtsvordering voortvloeiende uit eene overtreding van de bepalingen dezer wet, vervalt na drie volle jaren, te rekenen van den dag dat de overtreding werd begaan.

ISI DELVIGNE.

JOS WAUTERS.

JOS. DEJARDIN.

VICTOR ERNEST.

J.-B. PÉRIQUET.

LÉON MEYSMANS.